

Bloquer le bac : la puissance politique des enseignant.e.s

A toute chose malheur est bon.



Ce jeudi 16 mars, le gouvernement a recours au 49.3 pour faire passer en force le recul de l'âge de la retraite de 62 à 64 ans. Cet article n'aura donc jamais été ni examiné ni voté par l'Assemblée nationale.

Qu'y a-t-il de bon dans tout cela ?

Le soir même, alors que nous sommes encore au travail ou déjà à la place de la Concorde, les divers groupes WhatsApp de collègues grévistes de nos établissements se remettent en route : avec la colère revient l'envie de lutter, et ce, avec cette fois un très bel objet de motivation à la clef : enfin, nous pouvons être source de nuisance.

Car il faut bien nous rendre à l'évidence, nous professeurs du 2nd degré : nos grèves n'embêtent habituellement pas grand monde. Les dernières journées de mobilisation nous ont permis d'aller grossir les rangs des manifestants dans la rue, mais nous n'avons que dans de rares endroits réussi à construire un mouvement sur la durée. Notre absence a pour conséquence que des adolescents se gardent eux-mêmes à la maison, ratent quelque cours, heures parfois même comblées par des collègues non-grévistes.

Qu'y a-t-il de bon dans tout cela ?

Ce 49.3 méprisant tombe parfaitement dans la fenêtre ouverte par le gouvernement lui-même il y a quelque mois de cela : celle des écrits de spécialité du baccalauréat qui auront lieu lundi et mardi 21 et 22 mars prochains.

L'intersyndicale appelle bien à une mobilisation le jeudi 23, mais cette date semble loin : la colère gronde maintenant, le désir de mobilisation avec elle. En envisageant une grève de surveillance des épreuves de spécialité, nous tenons là une occasion sans précédents pour les professeurs de lycée de faire pression. Cette opportunité tombe tant à point nommé que le gouvernement semble nous narguer : alors, le mammoth, chiche de participer au zbeul ?

Chiche. C'est ainsi qu'ont répondu déjà de nombreux établissements partout en France, dans les académies de Créteil, Lyon, Tours, Bordeaux, Paris, Dijon, Lille, Poitiers... dans chacun desquels plusieurs dizaines de collègues se déclarent prêts à être grévistes lundi.

Qu'y a-t-il de bon dans tout cela ?

Ne risquons-nous pas de pénaliser gravement nos élèves de terminale, que nous préparons à ces épreuves depuis septembre et qui sont déjà confits de stress à l'idée des épreuves qui les attendent ? Ne venons-nous pas ajouter à cette angoisse, et les sacrifier au nom de la lutte contre la réforme des retraites ? Ces inquiétudes sont légitimes, et touchent nombre de nos collègues.

Or, dans les faits, il est probable que même si une majorité de professeurs sont grévistes, les épreuves auront tout de même lieu : mais avec du retard au démarrage, avec des changements de salle, et des personnels de direction qui quitteront leur bureau pour aller surveiller l'examen, autant d'éléments que les élèves rapporteront à leurs parents le soir venu.

Car là est le levier d'action que nous tenons en lieu et place d'une pancarte : faire du marronnier du bac notre flash info à nous. Le storytelling se déroule tout au long de l'année dans les médias : le premier jour de neige, on parle de la neige ; le premier jour du redoux, on parle du printemps. Et, vous l'aurez compris, le premier jour du bac, on parle du bac. Même si les épreuves ont lieu, nous parlons de 1,6 millions de bacheliers (chiffres : DEPP) dont l'examen aura été au mieux chamboulé, au pire annulé, et donc, à la louche, 3 millions de parents inquiets et en colère à qui le gouvernement devra rendre des comptes.

En outre, les élèves sont conscients de ce qui se passe et de la mobilisation qui se prépare en réaction au 49.3 de jeudi. Pour certains, ainsi que leurs parents, ils la comprennent et la soutiennent, et attendent même de nous que nous réagissions. Quoi qu'il arrive, nous serons des « mauvais profs » : grévistes feignants qui ne pensent pas à l'avenir de nos élèves, ou privilégiés protégés par notre statut de fonctionnaire qui ne saisissons pas l'occasion de rejoindre les collègues cheminots, raffineurs et éboueurs déjà en lutte. Ne pas réagir serait inattendu, voire décevant.

Réagir, en revanche, permettra, dans le cas d'une victoire, de créer un précédent, de nous rendre plus menaçants aux yeux du gouvernement pour les négociations futures contre ce qui se prépare pour le lycée : réforme du lycée professionnel ; disparition du concours d'entrée dans le métier ; « pacte enseignant » qui pourrait comprendre l'encadrement du SNU... Nous mobiliser maintenant, c'est donc aussi protéger nos élèves et notre métier pour les années à venir.

Enfin, réagir permet aussi de se battre au-delà de la réforme des retraites, contre ce qui pourrait également être un précédent, mais cette-fois ci de la part du

gouvernement : qu'il fasse passer cette loi en force, sans dialogue social, sans écoute de la colère et du désespoir de certains, et que nous ne réagissions pas, et nous sommes certains qu'aucune action de la part du peuple, contre aucun projet de loi futur, ne sera plus jamais entendue par Emmanuel Macron, ses ministres, et ses députés.

Qu'y a-t-il de bon dans tout cela ? Que tous les paramètres semblent réunis pour que notre voix soit enfin entendue. Concrètement, comment nous organiser ?

La mobilisation reste le nerf de la guerre : les professeurs surveillants devront être massivement grévistes pour que l'organisation des épreuves s'en voie dérangée. Les professeurs qui ne sont pas prévus de surveillance pourront se mettre en grève, ou bien oublier (mince !) de répondre à leur téléphone si le personnel de direction tente de les joindre pour remplacer les collègues grévistes.

Il sera en outre intéressant de faire vivre ce mouvement : mettons en place un piquet de grève, distribuons des tracts aux élèves pour leur expliquer notre action, allons soutenir les piquets de grève des établissements voisins, voire ceux des camarades d'autres professions, grossissons la foule sur les lieux de blocage...

En bref : ajoutons notre petit pavé de cour d'école à l'édifice de la lutte que les travailleurs d'autres professions que la nôtre construisent depuis des semaines : en face, l'ennemi est impassible, luttons avec l'arme qu'il nous sert lui-même sur un plateau d'argent.

Concluons avec les mots de notre - attachant et néanmoins fort incompetent - collègue de fiction John Keating, qui dans le *Cercle des poètes disparus* cherche à convaincre ses élèves de la beauté du monde :

Qu'y a-t-il de bon dans tout cela ?

Réponse :

Que le puissant spectacle continue, et que nous pouvons y apporter notre rime.

Quelle sera notre rime ?

Gabrièle Fortmann, le 19 mars 2023